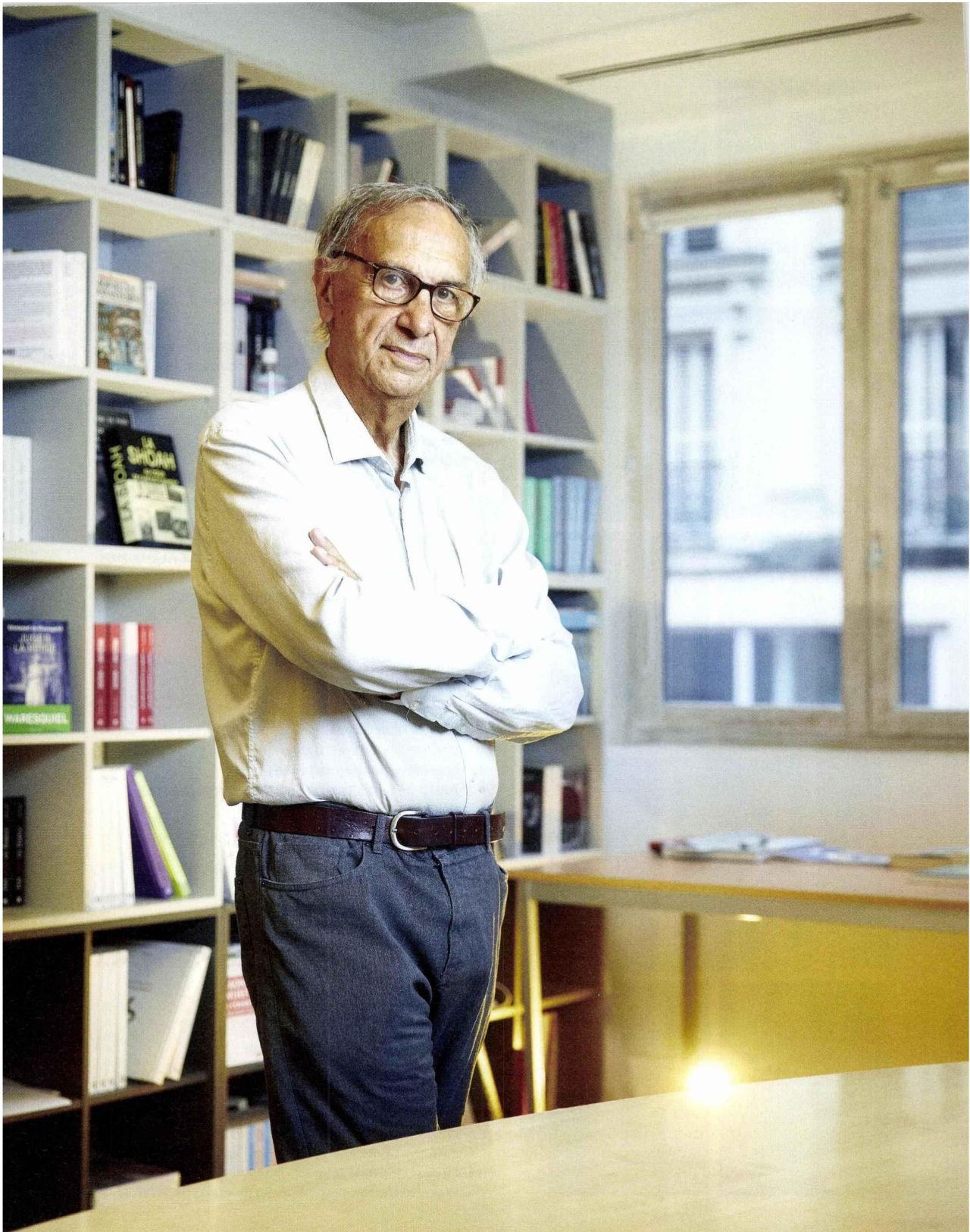




LA RENCONTRE

Gérard Noiriel

Né en 1950, Gérard Noiriel est historien, spécialiste de l'immigration et des cultures ouvrières. Il est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

« L'histoire doit permettre aux gens de s'émanciper »

Dans *Le peuple français*, l'historien Gérard Noiriel donne une épaisseur historique à des notions clivantes, instrumentalisées dans le débat public, comme l'immigration, la laïcité ou le genre. Et dessine en creux un autre portrait de la société française.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARTINE FOURNIER, PHOTOS LÉA CRESPI.

Au terme d'un été caniculaire, Gérard Noiriel, que *Sciences Humaines* a joint par visioconférence, n'a rien perdu de sa verve ! Mais c'est plutôt le climat politique actuel qui l'inquiète. Toute sa vie, cet historien s'est engagé dans des luttes contre les injustices, les discriminations et le racisme. Déjà, nommé jeune professeur d'histoire dans un collège de Longwy au moment de la fermeture des usines sidérurgiques, il avait été membre d'une cellule qui animait la radio Lorraine Cœur d'Acier lancée par la CGT pour soutenir le mouvement ouvrier qui se faisait jour. Il publie en cette rentrée *Le peuple français. Histoire et polémiques* aux éditions Tallandier, où il se donne pour objectif de mieux comprendre les profonds bouleversements auxquels est confrontée aujourd'hui la population française. « *Ce que je veux montrer dans ce livre, c'est que la façon dont le champ politique et médiatique utilise l'histoire ne correspond pas à la vérité scientifique telle qu'on a pu l'établir.* » Chaque chapitre propose une thématique : la souveraineté du peuple, la construction de l'État de droit, la question de la sécurité, du racisme, de la laïcité, du genre...

Il déroule la genèse de ces sujets, de l'Antiquité à nos jours, tout en les introduisant par un exergue emblématique de propos politiques actuels qu'il entend déconstruire.

Comment êtes-vous devenu historien ?

Mon parcours est typique de celui d'un transfuge de classe. Je suis né dans un milieu modeste, à l'époque où il existait encore une très forte ségrégation entre les enfants des classes populaires et ceux des classes moyennes et supérieures. Je ne suis donc pas allé au lycée, réservé à une petite fraction de génération. Après un brevet de l'enseignement primaire, j'ai passé le concours des Écoles normales d'instituteurs, dans les Vosges où je vivais, puis j'en ai démissionné pour poursuivre mes études à la faculté de Nancy, où je me suis passionné pour l'histoire. Après l'agrégation et une thèse sous la direction de Madeleine Rebérioux, j'ai été nommé professeur en Lorraine dans la région de Longwy, au moment où éclatait le puissant mouvement social contre la fermeture des usines sidérurgiques. C'est là que j'ai découvert simultanément ce qu'était le mouvement ouvrier engagé et l'immigration. J'ai donc

décidé de faire ma thèse sur ce sujet, qui était risqué, car il semblait alors peu porteur. J'ai été l'un des premiers à travailler sur cette histoire, qui est devenue un livre (*Le Creuset français*, Seuil) en 1988. Après ma thèse, et après avoir postulé un peu partout, ma candidature a été retenue à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. Je n'avais aucun lien à Paris, sauf avec des militants du Parti communiste, althussériens comme Étienne Balibar, et je ne connaissais rien de ces grandes écoles. À Ulm, je rencontre le sociologue Jean-Claude Chamboredon à qui je dois beaucoup. Un DEA (diplôme d'études approfondies) de sciences sociales est créé, conjointement avec l'EHESS, dans l'idée de désenclaver les études largement réservées aux élites des lycées Henry-IV et Louis Le Grand. Avant *Le Creuset français*, j'avais publié un autre livre, *Les ouvriers dans la société française* (Seuil, 1986). C'était l'un des premiers livres de synthèse sur le monde ouvrier, si bien que j'avais acquis une certaine notoriété chez les étudiants.

Vous vous réclamez de la socio-histoire. Comment définiriez-vous cette discipline ?

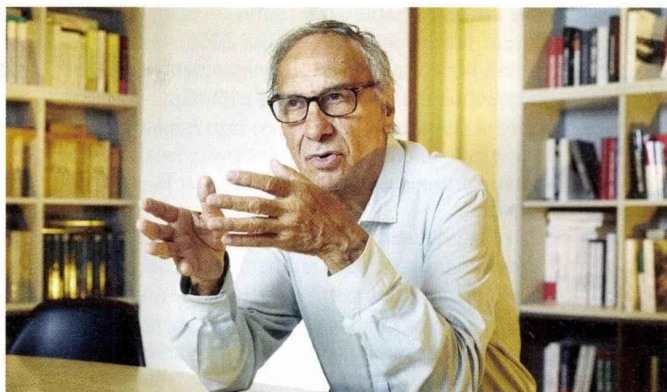
Au départ, je faisais ce qu'on appelle de l'histoire sociale, initiée par les historiens des *Annales*. Cette histoire reposait sur une hiérarchie qui mettait l'économie tout en bas, le social au milieu pour aboutir à dégager les superstructures. Ce schéma ne me permettait pas d'expliquer ce que j'observais dans les luttes ouvrières de Longwy, à savoir : comment se fabrique une classe

ouvrière. La sociologie m'a apporté des outils pour remplacer ce schéma. Notamment la lecture de Pierre Bourdieu. L'un de ses livres, *Ce que parler veut dire* (1982), expliquait des choses que j'avais vraiment vécues : venir d'un milieu où l'on ne possède pas la maîtrise du langage considéré comme légitime pour avoir une visibilité dans l'espace public. J'ai écrit mon premier livre (*Vivre et lutter à Longwy*, Maspero, 1980) avec un travailleur immigré d'origine marocaine militant de la CGT que j'ai laissé s'exprimer avec ses mots ; j'ai fait ensuite ma première critique du rôle des porte-parole, ce qui m'a d'ailleurs valu mon exclusion du Parti communiste !

La socio-histoire est une discipline historique qui intègre les outils de la sociologie – notamment à travers les travaux de Durkheim, Weber, Norbert Elias, Bourdieu. Elle consiste à déconstruire les « structures », pour retrouver les individus dans toute leur diversité. C'est le fil conducteur de mon travail que j'ai mis en œuvre dans les différents sujets que j'ai traités. La revue *Genèses*, dont j'ai participé à la fondation, est l'un des principaux moteurs de la socio-histoire. Elle a permis de développer des passerelles entre l'histoire et la sociologie.

Dans votre dernier livre, après avoir retracé l'histoire de l'immigration sur la longue durée, vous montrez que les immigrés ont été et sont toujours « une chance pour la France ». Pour quelles raisons ?





On entend couramment que tous les problèmes viennent des immigrés. Ce discours n'est pas nouveau. Il naît au 19^e siècle avec l'immigration italienne, époque de l'instauration de l'État-nation. L'immigration en France est une immigration de travail. Dès le début de la Révolution industrielle, les patrons se plaignent de manquer d'ouvriers, dans les mines de charbon notamment. Depuis cette époque, à chaque nouvelle étape de développement économique, la France a un recours massif à l'immigration, ce qui lui permet de rester parmi les premières puissances économiques. Encore aujourd'hui, les chiffres du Medef montrent ce besoin, en raison du vieillissement de la population et de la diminution des naissances.

Cette question a constamment été prise dans les affrontements politiques opposant la droite nationale-sécuritaire et la gauche sociale-humanitaire. Aujourd'hui, les anti-immigrationnistes avancent l'argument que les travailleurs immigrés étaient autrefois des Européens, ce qui rendait la coexistence culturelle et religieuse plus facile qu'aujourd'hui. J'ai cependant montré que le plus grand massacre d'immigrés a eu lieu envers des Italiens, à Aigues-Mortes en 1893.

Certains partis pensent résoudre la crise sociale en s'attaquant aux immigrés : or, chasser les étrangers n'a jamais résolu aucune crise sociale dans aucun pays. Historiens, économistes, démographes, sociologues sont tous d'accord sur cette question. L'idée d'un référendum sur l'immigration, par exemple, est une mesure populiste : le prétendu recours au peuple ne sert qu'à défendre des intérêts réactionnaires.

L'histoire de la colonisation et de la décolonisation sont objet de vives polémiques. En quoi cette histoire coloniale impacte-t-elle les sociétés actuelles ?

Même si les colonisations sont très anciennes, le débat actuel repose sur les conquêtes européennes du monde à partir du

16^e siècle. Là encore, la politisation de la mémoire coloniale entre en contradiction avec la recherche savante. Cette mémoire a certes permis d'éveiller les consciences et de susciter de nouvelles recherches. Mais cette fois, c'est du côté de l'extrême gauche que se situent des contestations qui s'avèrent contre-productives dans la lutte politique. Par exemple, l'emploi du terme « indigènes de la république » est à mon sens un anachronisme (le statut des indigènes a duré des années 1880 jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale). Si l'on emploie de mauvais mots pour décrire une situation, on n'a guère de chances de la résoudre : ce mouvement vieux de 30 ans n'a abouti à rien. Lorsqu'on s'interroge sur les succès de l'extrême droite, il faut aussi s'interroger sur la responsabilité de slogans qui ne tiennent pas la route et produisent des effets contraires à ceux désirés. En ce qui concerne l'efficacité des luttes antiracistes, certaines actions, comme l'interdiction d'une pièce de théâtre d'Euripide jouée avec des masques noirs, mettent en opposition deux valeurs de la gauche : la liberté d'expression et la lutte antiraciste. Ces contradictions sont du pain béni pour les anti-woke ! C'est un défaut du courant woke, qui entend dénoncer les injustices et les discriminations subies par les minorités, mais mobilise l'histoire de façon caricaturale. En tant que socio-historien, je pense qu'il faut déconstruire les luttes anticoloniales pour en montrer les contradictions.

Le principe de laïcité à la française est aussi l'objet de nombreux débats en France. On assiste, dites-vous, à une nouvelle laïcité qui stigmatise les « musulmans »...

Cette histoire est spécifique à la France. Le militantisme laïc se met en place sous le Second Empire, orchestré par les républicains. Il est lié à l'apologie de la science contre la religion (catholique au départ). Selon la phrase célèbre de Gambetta, « *le cléricalisme, voilà l'ennemi !* », le combat politique contre Napoléon III passe par celui contre l'Église. Sous la III^e République, la loi de

« La socio-histoire déconstruit les “structures”, pour retrouver les individus dans toute leur diversité. »

1905 impose une laïcité tolérante pour toutes les religions. Ces principes perdurent jusque dans les années 1960 ; Mitterrand appelait à un grand service public de l'enseignement, mais il a été confronté à une mobilisation des forces catholiques qui ont fait échouer ce projet (1984). Pour l'historien Jean Bauberot, une nouvelle laïcité apparaît au début des années 2000, focalisée sur la critique du multiculturalisme, les polémiques sur la question coloniale et sur l'Islam.

Il a toujours existé, dans l'histoire de la laïcité, une tendance progressiste soutenue notamment par Durkheim, qui concevait la laïcité comme une émancipation par l'éducation ; de l'autre côté, une tendance conservatrice qui impose des règlements par la force. On retrouve cette opposition dans les débats sur le foulard. Mais toute l'histoire de la démocratie prouve que l'on ne peut pas changer les gens en leur imposant des normes. De ce fait, les jeunes filles qui portent aujourd'hui le voile le font souvent par rébellion contre des normes imposées. Le problème de l'islamisme radical ne peut se résoudre simplement en interdisant le port de certains vêtements, que ce soit pour les élèves, les enseignantes ou les mères qui accompagnent les voyages scolaires... D'autant que cette interdiction est mal comprise : elle est vécue comme une humiliation par des minorités qui se sentent discriminées par de telles mesures. En Allemagne, l'attitude est tout autre. L'interdiction du voile est déclarée anticonstitutionnelle : la lutte contre le terrorisme islamiste n'est pas conçue comme une traque des vêtements religieux.

Vous manifestez votre inquiétude vis-à-vis de la montée en puissance de l'extrême droite. Pour vous, un fossé de plus en plus profond s'est creusé ces dernières décennies entre les élites et les classes populaires. Comment l'expliquer ?

Ce fossé s'explique par plusieurs raisons. D'une part, les formes d'organisations que s'était données le mouvement ouvrier se sont complètement effondrées. À l'époque du parti communiste et des syndicats puissants, ces organismes faisaient le relais. Il suffit de comparer le nombre de députés ouvriers en 1945 et aujourd'hui. Il y en avait 65 en 1945, alors qu'aujourd'hui ouvriers et employés (la moitié de la population active) sont quasiment exclus de la participation politique. Autre raison de ce phénomène : la fin

de la mobilité sociale. Alors que beaucoup de personnes de ma génération ont bénéficié d'une forte ascension sociale, les statistiques montrent que celle-ci est bloquée aujourd'hui. Les écoles normales – par lesquelles je suis passé – n'existent plus et il faut désormais aller jusqu'au Master pour devenir enseignant. Troisième argument que j'avancerais : les chaînes d'information en continu et des médias dominants nous assaillent de paroles d'intellectuels qui ont le mépris chevillé au corps. Il n'est que de citer les petites phrases assassines de certains dirigeants. Le mouvement des Gilets jaunes est en partie né de cela.

Les réseaux sociaux ont de leur côté des effets contradictoires : ils permettent à beaucoup de s'exprimer, mais ils véhiculent aussi nombre de théories complotistes.

Quant aux nouveaux mouvements sociaux, féministes, antiracistes ou même écologistes, ils sont défendus par des classes moyennes cultivées qui passent pour des donneurs de leçons. Il y a 20 ans, le philosophe américain Richard Rorty avait déjà alerté sur ce phénomène aux États-Unis, qui conduisait le peuple à un certain anti-intellectualisme. Le ressentiment des Américains peu instruits à l'idée de se voir dicter leurs manières de faire par des diplômés universitaires a de fait abouti à l'élection de Trump...

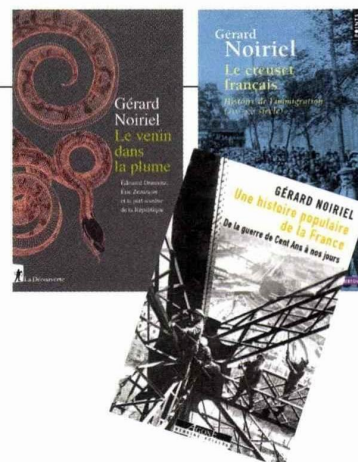
Dans votre dernier chapitre, vous rendez un puissant hommage à Marc Bloch, qui évoquait déjà ce fossé entre peuple et élite ; il dénonçait « la manie du jugement », principal problème auquel est confrontée la science historique aujourd'hui. Pourtant, il existe de la part de l'extrême droite une bronca contre les recherches en sciences sociales.

Marc Bloch (1886-1944) a écrit un livre appelé *Métier d'historien*. Il voulait souligner l'autonomie de la science historique et conséquemment son utilité civique. À l'heure où il va être transféré au Panthéon, je me bats pour restituer cette dimension de son œuvre. Le sociologue Émile Durkheim (1858-1917) recommandait déjà d'« expliquer au lieu de juger » alors qu'il était accusé, lorsqu'il donnait son analyse sociologique du crime, d'en faire l'apologie. Ces raisonnements sont réapparus au moment des attentats islamistes de la part de certains hommes politiques. De même que dans la conception actuelle de la laïcité, on occulte la question de ce que dit la science. C'est pourtant grâce à aux

Notre choix de lectures

Le Creuset français. Histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècle (Seuil, 1988) constitue la première histoire générale et reste la référence sur le sujet. Ses nombreuses autres publications portent sur :

- des débats de société : **À quoi sert l'« identité nationale »** (Agone, 2007), pour protester contre la création d'un ministère associant l'immigration et l'identité nationale par Nicolas Sarkozy ; **Le Venin dans la plume. Édouard Drumont, Éric Zemmour et la part sombre de la République**, La Découverte, 2019 ;
- des questions épistémologiques : **Introduction à la socio-histoire** (La Découverte, 2006) ; **Race et sciences sociales** (avec Stéphane Beaud, Agone, 2021) ;
- l'histoire du peuple français : **Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours** (Agone, 2018), destinée à un large public.





4

choses à savoir sur Gérard Noiriel

1. Son rituel d'écriture

Il écrit toujours avec une feuille et un stylo avant de retranscrire à l'ordinateur. Et dès qu'il lit un livre, il se sent obligé de prendre des notes sur une feuille de papier.

2. Son livre de chevet

L'Homme sans qualités, de Robert Musil. Il l'a découvert grâce au philosophe Jacques Bouveresse, qu'il admirait beaucoup. Selon lui, ce livre combine de manière extraordinaire son histoire personnelle avec celle de l'effondrement de l'empire d'Autriche-Hongrie.

3. Une personnalité qui l'a influencé ?

Ses deux maîtres sont l'historien Marc Bloch et le sociologue Pierre Bourdieu. L'un a écrit *Métier d'historien*, l'autre, *Le métier de sociologue*. Ce sont leurs réflexions qui l'ont convaincu de s'engager dans la socio-histoire.

4. S'il n'avait pas été historien, il aurait été...

Enfant, son rêve était de devenir footballeur professionnel. Mais très vite, il a compris qu'il n'était pas suffisamment doué et qu'il fallait qu'il change de voie et travaille bien à l'école !

connaissances que l'on pourra permettre aux gens de s'émanciper des contraintes qui pèsent sur eux. Aujourd'hui, le débat politique fait abstraction de la connaissance scientifique. Un politicien comme Éric Zemmour va jusqu'à évoquer « la mafia des enseignants-chercheurs ».

À côté de l'« histoire-science » que vous défendez, il existe aussi une histoire mémorielle, très présente dans les publications actuelles. L'historien n'a-t-il pas le droit d'avoir un point de vue ? Je pense que ces deux formes d'histoire, même si elles peuvent être en contradiction, sont complémentaires. L'objectif de l'histoire-mémoire est soit de sortir de l'oubli, soit de réparer des injustices. On est donc là dans une logique normative, dans

laquelle on désigne des victimes, des assassins, des bons et des méchants... Tous les historiens ont un point de vue, je ne crois pas à l'objectivité de la science. Il arrive d'ailleurs d'en changer. J'ai été moi-même, comme beaucoup d'autres, fasciné par l'idée de dictature du prolétariat et les mouvances stalinistes et maoïstes, qui sont devenues pour moi de lointains fantasmes de jeunesse...

Mais avoir un point de vue n'autorise pas à porter des jugements de valeur. « Éviter la manie du jugement », comme disait Marc Bloch. Il peut exister des versions différentes de faits historiques, mais qui soient construites sur une réelle problématisation. Il faut ajouter à cela que les scientifiques doivent avoir une capacité d'autocritique que n'ont pas les idéologues. ●